

Ecole en danger

C'est la formation de nos enfants et leur avenir qui est remis en cause

L'attaque du gouvernement contre l'Ecole, de la Maternelle à l'Université, est massive. Durant l'année scolaire des milliers d'enseignants, de lycéens, d'étudiants, de parents se sont mobilisés contre la suppression massive d'emplois dans l'éducation et la Recherche et contre les nombreuses réformes mises en œuvre par N. Sarkozy et ses ministres qui touchent aux fondamentaux du service public national d'éducation, et de formation : fin de la sectorisation scolaire, fichage des élèves, réforme de l'école élémentaire, du collège au lycée sur la base d'une refonte des programmes, autonomie et mise en concurrence des établissements... C'est l'adaptation de l'école aux logiques du capitalisme mondialisé

Conséquence de cette politique c'est une école à deux vitesses qui se met en place, les parents qui pourront se le permettre financièrement se tourneront de plus en plus vers les cours particuliers voire l'école privée pour l'éducation de leurs enfants.

Les jeunes, les enseignants, les parents ont raison de refuser les logiques néolibérales qui conduisent à la marchandisation et à la mise en concurrence généralisée de notre système éducatif.

Celles et ceux qui se mobilisent ne contestent pas le principe même de réforme de l'école mais ils veulent des réformes qui aillent dans le sens d'une école de la justice, de l'égalité et de la réussite.

Le Réseau école du Parti communiste verse au débat quelques axes de projet susceptibles de dessiner un nouveau cap, un plan Langevin-Wallon du 21^{ème} siècle.

Un haut niveau de culture pour tous.

L'école doit participer à l'émancipation des individus, socialiser les jeunes transmettre des valeurs, former à l'esprit critique, aider l'individu à se construire, à s'épanouir, lui donner les clés pour comprendre le monde, contribuer à former le travailleur, le préparer à l'insertion professionnelle.

Il faut engager une lutte résolue contre les inégalités.

Il ne suffit pas de vouloir une culture commune de haut niveau, il faut que chaque jeune l'acquière. Trop longtemps les politiques de gauche ont proclamé des objectifs ambitieux sans se donner les moyens de leurs réalisations, la droite d'ailleurs s'en saisit pour dire qu'il n'est pas possible d'avoir la même ambition pour tous.

Il est donc indispensable de mettre en place un plan de lutte contre les inégalités. Ce qui suppose de financer sur 10 ans un programme de recherche pour comprendre l'échec scolaire, pour aider les professeurs et améliorer leur formation. En 5 ans pré-recrutons chez les étudiants 150 000 enseignants et 45 000 personnels, investissons dans la formation des enseignants. Créer un fond national de lutte contre les inégalités, ce fond doit permettre la gratuité d'accès aux outils nécessaires à une scolarité réussie. Le retour à une carte scolaire qui garantisse la mixité et la réussite pour tous.



Il faut faire le choix de la démocratie

L'école n'appartient pas aux experts, mais à tous les citoyens, tous les enseignants, les lycéens.

Il faut créer un statut de délégué de parent d'élève, un vrai statut de délégué de classe pour les élèves, avec une prise en compte effective des syndicats enseignants, étudiants et lycéens dans les conseils d'administration..

Reconnaissance des formations scolaires.

Il faut développer la reconnaissance des qualifications qu'apportent les formations scolaires et professionnelles dans les conventions collectives et les grilles salariales. Ce qui va à l'inverse des politiques d'individualisation des parcours.

La question des moyens.

Nos gouvernants ne cessent de nous persuader que le budget de l'éducation nationale progresse d'année en année. La vérité est que si l'on reporte les budgets de l'éducation à la part des richesses, produites, on s'aperçoit que la part de l'Etat est en régression constante.

A l'inverse des projets de la droite, ces propositions implique de changer l'école non pour la réduire, mais pour la relancer, pour lui faire franchir un nouveau cap vers une démocratisation effective.

Fête de l'Humanité les 11, 12 et 13 septembre grand rendez-vous social, politique et festif de la rentrée



DEBAT :

École, enseignement supérieur, quelles conditions réaliser pour des luttes victorieuses ? Mouvement social, politique, quelle nouvelle articulation ?

samedi 12 septembre à 16 heures 30

AVEC LA PARTICIPATION DE : Gérard Aschieri secrétaire national de la FSU **Bernard Calabuig** membre du comité exécutif national du PCF, responsable du réseau *École* **Patrick Gonthier** secrétaire national de l'UNSA **Brigitte Gonthier-Maurin** sénatrice, secrétaire départementale du PCF Hauts-de-Seine **Jean-Louis Sagot-Duvaurox** philosophe **Isabelle This-Saint-Jean** présidente de *Sauvons la Recherche*, animatrice de l'*Appel des appels*

stand de la Fédération des Hauts de Seine - avenue Péri

Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens

- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse _____ euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom : _____ Adresse : _____
Téléphone : _____ Courrier électronique : _____